

**LE FUTUR** "L'exploit est générateur d'innovation" Alex Collignon

**SE JOUE ICI** "Plonger en quête des carburants de demain" Céline Simonneau

#ActeursDesTransitions Découvrez le collectif sur [oneprovence.com](http://oneprovence.com)

En partenariat avec **La Marseillaise**

**ONE PROVENCE** AIX-MARSEILLE-PROVENCE Le territoire méditerranéen des grandes transitions

www.lamarseillaise.fr

# La Marseillaise

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

**Le journal le plus chanté de France**

## RÉFORME DES RETRAITES

# Le combat repart depuis Arles



Alors que la CGT vient de quitter le conclave, Sophie Binet est à Arles aujourd'hui avec les syndicalistes qui se bagarrent pour sauver la Bourse du travail et où un meeting intersyndical sur les retraites est organisé à partir de 12h30. **P. 2 et 3**

## FOS-SUR-MER



### Marc Ferracci, ministre industriel

En visite hier, il a mis en avant l'importance stratégique de l'acier et de la chimie. **P. 4**

### Un appel pour le port

Les élus communistes des Bouches-du-Rhône plaident pour le renforcement et le développement des activités portuaires. **P. 9**

## ENTRETIEN

### « Rester au pouvoir, l'obsession d'Erdogan »

Chercheur à l'Iris et spécialiste de la Turquie, Didier Billion évoque les mobilisations après l'arrestation du maire d'Istanbul **P. 21**



## MONDIAL LA MARSEILLAISE

### De nouveaux cadors inscrits



La 64<sup>e</sup> édition du plus grand concours de pétanque au monde accueillera cet été de nombreuses têtes d'affiche déjà inscrites. Tour d'horizon. **P. 25**

27926 - 0325 - 1,50 €

## ÉDITORIAL

Léo Purguette

## Conclave concave

● La question sociale que le gouvernement tente de délégitimer en prenant appui sur le climat de guerre, revient en force dans l'actualité.

Dans les Bouches-du-Rhône, c'est depuis Arles que la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet donnera le ton aujourd'hui. Un symbole dans cette ville où la municipalité macroniste veut chasser la CGT de ses locaux historiques dans la Bourse du travail.

Face à un gouvernement minoritaire sur la retraite à 64 ans, dans l'opinion, dans les urnes et à l'Assemblée nationale, la CGT a raison de rappeler l'exigence de l'abrogation de cette réforme antidémocratique adoptée par 49,3, injuste et inefficace.

## Écran de fumée

Il n'y a rien à attendre des négociations encore en cours entre plusieurs syndicats et le Medef. Ce n'est pas une opinion, c'est une affirmation du Premier ministre lui-même lorsqu'il a déclaré qu'un retour à la retraite à 62 ans n'était « pas possible ».

En trahissant sa parole initiale, François Bayrou a révélé au grand jour la nature réelle du conclave : une manœuvre, une diversion visant à gagner du temps dans une situation politique instable. Un écran de fumée pour éviter que ne soient mises sur la table les propositions de financement visant à aller chercher les immenses ressources dont la Sécurité sociale est privée par les exonérations de cotisations patronales au moment même où les entreprises du CAC 40 ont versé près de 100 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires.

Le monde du travail n'est pas dupe. Il peut reprendre la main.

En réponse à ce conclave concave, la rue, elle, doit être pleine.

## Retraites : les 64 an

## RETRAITES

**Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, est à Arles ce mardi où le syndicat est en lutte pour défendre la Bourse du travail menacée par la municipalité. Elle participera (12h30) à un meeting de lutte sur la question de la réforme des retraites.**

Un conclave nouvelle génération pour la réforme des retraites ? Piétinée par François Bayrou qui a exclu tout retour de l'âge légal de départ à 62 ans, la concertation visant à « remettre en chantier » la réforme des retraites pourtant initiée le 27 février par le Premier ministre, « sans aucun totem et sans aucun tabou », a-t-elle encore un sens ?

« Plus vraiment sans la CGT ou FO », tranche Virginie Akliouat, co-secrétaire départementale du syndicat FSU 13. « Les déclarations du Premier ministre qui n'étaient pas les conditions de départ du conclave, biaisent les discussions. C'en était qu'une énième commission théodulaire pour gagner du temps. »

Sur cette route balisée pour éviter tout retour en arrière alors qu'une majorité de Français reste favorable aux 62 ans, plus que trois organisations syndicales, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC (46,96% de la représentativité syndicale) sont désormais assises à la table des discussions avec les représentants patronaux du Medef et de

**« Ils sont prêts à tout comme faire baisser les montants des pensions pour mettre la main dessus »**

Jessica Jade (UD CGT 13)

la CPME.

Dès le premier jour, Force ouvrière, dénonçant une « mascarade », s'était retirée, considérant que le Gouvernement était contre l'abrogation de la retraite à 64 ans. Le 18 mars c'est l'Union des entreprises de proximité qui annonçait son retrait. Elle déplorait un « jeu de dupe », estimant à l'inverse que l'équilibre du régime des retraites nécessitait « de repousser l'âge légal de dé-

part au-delà de 64 ans ».

« Le Premier ministre et le patronat ont malheureusement définitivement enterré ce conclave (...) les 62 ans, c'est la question centrale », expliquait le lendemain, sur le plateau du 20H de France 2, Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, annonçant, que le syndicat quittait à son tour les discussions et « appelait les salariés à se mobiliser ».

Le 20 mars, lors d'une journée d'action nationale, huit organisations syndicales réclamaient l'augmentation des pensions, un droit à la santé, l'accès à l'autonomie et la reconquête de la protection sociale. Ils étaient plus de 2 000 à Marseille venus des quatre coins de la région. Cette mobilisation se décline ce mardi à Arles.

Dans le cadre du conflit au-

**« L'abrogation n'est pas discutable mais la question qui prévaut est celle des recettes »**

Virginie Akliouat (FSU 13)

tour de la Bourse du travail, qui oppose la municipalité et l'Union locale CGT d'Arles, le syndicat organise une journée de mobilisation en présence de toutes les organisations de la CGT. La FSU et Solidaires ont répondu à l'appel. Sophie Binet sera d'ailleurs présente pour un meeting départemental de lutte sur les retraites. Le mot d'ordre, « Non à la capitalisation ! Oui à la retraite à taux plein, 60 ans et 37,5 annuités » résonne avec les positions affirmées depuis quelques jours par les derniers conclavistes.

## Le patronat prêche la capitalisation

Si dans un entretien à la Tribune Dimanche, Marylise Léon estime qu'« il faut continuer à dialoguer, sans totem ni tabou », que « l'âge doit rester un sujet » et assure que « revenir sur l'âge légal de 64 ans reste un objectif pour la CFDT », dans le camp d'en face, on pousse pour aller plus loin dans la régression sociale.

Sur BFM, s'inspirant d'un sondage Toluna Harris Interactive pour l'Observatoire Hexagone sur les Français et la retraite, un éditorialiste plaide pour une transition vers la capitalisation des retraites, arguant que 70% des Français y



seraient favorables. « Ce sont 380 milliards d'euros qui ont échappé à la finance en 2023. Ils sont donc prêts à tout, comme faire baisser les montants des pensions pour mettre la main dessus en nous faisant cotiser à côté », note Jessica Jade, secrétaire de l'UD CGT 13.

Le Medef prêche, lui, pour la désindexation des pensions pendant quelques mois ou années, propose de remettre en cause l'abattement fiscal de 10% sur les retraites et espère une hausse de la CSG des retraités. Les patrons souhaitent désormais « un cadre de discussion autonome ».

Ce mardi à Arles, les propositions sur la table seront toutes autres. « Le cadre des retraites doit être celui de la loi. Si cette proposition, c'est plus d'autonomie comme on le voit dans l'Éducation nationale, c'est tout ce contre quoi on lutte à la FSU », reprend Virginie Akliouat. Elle préfère mettre en avant la question du financement avec l'élargissement de l'assiette de cotisation, la fin des exonérations patronales, ou la contribution du capital...

« L'abrogation est la condition de départ qui n'est pas discutable mais la question qui prévaut est celle des recettes, or elle est complètement absente du débat », reprend la syndicaliste enseignante. « L'exonération de cotisation est un sujet central. C'est une question de société en termes de redistribution des richesses. Les exonérations de cotisation patronale n'ont jamais fait leur preuve en termes d'emploi. »

Pour la CGT, Jessica Jade tient les comptes : « Lutter contre la fraude aux cotisations sociales avec le travail dissimulé, c'est 6 à 8 milliards, soumettre à cotisation les rémunérations exemptées, 4 milliards. Augmenter de 1% la part employeur des cotisations c'est 5 à 6 milliards, mettre à contribution les revenus financiers c'est 10 milliards, récupérer les exonérations non compensées, c'est 3 milliards, l'égalité salariale c'est 6 milliards. » Largement de quoi recouvrir les 15 milliards estimés nécessaires à l'abrogation de la réforme des retraites.

Christophe Casanova

# ...s, c'est toujours non

## Arles devient la capitale de la riposte sociale

En complément du meeting avec Sophie Binet, une grande assemblée générale est prévue à Arles ce mardi. L'occasion pour les militants CGT de débattre des mobilisations à venir et de la situation de la Bourse du travail locale.

Et si la riposte syndicale aux attaques sociales du gouvernement partait d'Arles ? Sans présager du discours que tiendra la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, ce mardi, nul doute que sa venue va mettre du vent dans les voiles des luttes locales comme nationales.

Entre l'échec du conclave sur la réforme des retraites, les discours sur l'économie de guerre et la question de la Bourse du travail d'Arles, les militants auront de quoi faire. D'autant que c'est toute une journée de débats qui est au programme à la petite Rome des Gaules et pas uniquement un meeting unitaire. Cette journée débute notamment par une grande assemblée générale. « Elle va nous permettre d'échanger entre les différentes organisations, pour mobiliser nos troupes et ressortir de cette assemblée générale avec des actions concrètes », anticipe Nicolas Bourcy, secrétaire général de l'Union locale CGT d'Arles (lire



En mai 2024, les militants arlésiens manifestaient déjà pour la survie de leur Bourse du travail.

PHOTO ARCHIVES AN.M.

entretien ci-dessous). D'autant que les militants d'Arles et de son bassin auront le plaisir d'accueillir Cécile Velasquez, secrétaire générale de la Fédération des organismes sociaux et chargée du secteur confédéral « Libertés syndicales ».

Une présence pas anodine puisque l'Union locale se bat depuis des mois face à la volonté de la municipalité arlésienne « d'expulser la CGT de ses locaux historiques ». En effet, la mairie dirigée par Patrick de Carolis (Horizons) entend « ré-

nover » le bâtiment pour qu'il accueille l'Office du tourisme. La municipalité évoque une « réhabilitation » en vue de « regrouper plusieurs associations et syndicats » dans une même aile.

### Une « perte d'autonomie »

Reste que la CGT ne l'entend pas de cette oreille : « Elle joue sur les mots : elle ne veut pas nous expulser du bâtiment en tant que tel, mais elle veut bien nous expulser de nos locaux historiques, que l'on occupe depuis 125 ans », développe Nicolas

Bourcy. Une attaque en bonne et due forme pour toute la CGT qui craint localement de « perdre en autonomie » en n'ayant plus totalement la main sur ce haut lieu de vie et de luttes. « La seule fois que la CGT a été expulsée, c'était sous l'occupation par le gouvernement de Pétain ! », rappelle régulièrement l'organisation syndicale. Un rappel plus que d'actualité à l'heure où la peste brune progresse d'élections en élections.

Amaury Baqué

Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT est à Arles ce mardi. PHOTO AFP

## « Une envergure nationale à notre lutte »



Nicolas Bourcy, secrétaire général de l'Union locale CGT d'Arles, explique pourquoi le meeting avec Sophie Binet

est également important pour la défense de la Bourse du travail locale.

**La Marseillaise :** Qu'est-ce que représente ce meeting unitaire dans votre ville et en présence de Sophie Binet ?

**Nicolas Bourcy :** La venue de Sophie Binet permet de montrer l'importance que revêt la lutte qu'on mène pour défendre notre présence dans nos locaux historiques. Une importance à tous les niveaux : locale, départementale, régionale et confédérale. Cela lui donne une envergure nationale. Et plus globalement, on souhaite que cette journée soit le symbole de toutes les luttes que mène la CGT sur le territoire.

Quelle est la situation de la Bourse à ce jour ?

**N.B. :** Il y a deux éléments relativement récents. En premier lieu, nous avons enfin de la visibilité sur ce que nous réserve la municipalité. Elle prévoit de nous reloger dans l'aile sud, dans trois bureaux de 11m<sup>2</sup> chacun, dont deux sans fenêtres. En clair, on passerait de 400m<sup>2</sup> à 33m<sup>2</sup>. C'est une baisse énorme et cela ne nous permettra plus de mener notre action syndicale telle qu'on la menait jusqu'à maintenant. C'est une offensive idéologique, c'est la lutte des classes. On sait que derrière ce projet, c'est le patronat. Il utilise les maires qui lui sont favorables pour affaiblir et invisibiliser son ennemi de classe : la CGT.

Sa défense est d'autant plus importante au regard de la place d'Arles dans le département ?

**N.B. :** C'est la troisième ville du département. Le territoire que couvre l'Union locale d'Arles englobe les Sainte-Maries, Saint-Martin-de-Crau, toute la zone logistique, une partie des communes des Alpilles. C'est l'UL la plus vaste du département. Autre spécificité : il n'y a que peu de départements où il y a deux chambres de commerce et d'industrie (CCI) sur un même territoire. C'est notre cas à Arles, où il y a une CCI, en plus de celle de Marseille. Cela signifie que la présence patronale est particulièrement marquée ici. Face à cela, il faut donc que la CGT soit solide, avec des locaux qui lui permettent de fonctionner convenablement. Entretien réalisé par A.B.